

Mardi 14 avril à 18h30
Assemblée nationale

Troisième débat :

Nation, laïcité, mémoire et goût de l'avenir :
Quel imaginaire commun pour redonner du souffle au récit républicain ?

Marcel GAUCHET, Philosophe, historien, directeur d'études à l'EHESS

Patrick VIVERET, Philosophe, économiste, essayiste

Discutant : Jérôme Vignon, Président des Semaines sociales de France

Jérôme Vignon

Ce débat a vocation à nous aider à réfléchir sur des termes qui ne relèvent pas directement du vocabulaire politique : l'imaginaire, l'espérance et récit. Avec cette question : est-ce qu'en sortant du vocabulaire politique, on peut reconstituer un discours politique, un verbe politique qui parvienne à réenchanter la République, et en particulier dans les milieux populaires ?

Commençons par entendre une citation de Marcel Gauchet : « *il faut offrir aux Français des perspectives positives si on veut réhabiliter l'esprit de réforme, c'est ce qui manque cruellement à la gauche comme à la droite* ».

Alors le discours politique peut-il susciter, à travers un imaginaire nouveau, des perspectives qui réenchangent, qui donnent à voir une espérance à nos concitoyens, en particulier les plus modestes ?

Je demanderai, après que Marcel Gauchet ait pris la parole, à Patrick Viveret qui a écrit « *la démocratie doit se laisser mettre en scène et en chaînes par des initiatives qui viennent de la base* ». Peut-il, lui, « praticien » du verbe, inventeur de nouveaux mots, nous donner des pistes pour que la base soit aussi impliquée dans ces initiatives populaires ? N'y a-t-il pas une question posée à la société civile qui s'est aussi détachée de la base et des milieux populaires ?

Marcel Gauchet

Un imaginaire commun à reconstruire.

C'est une question redoutable, encore plus s'il faut la développer en 15 minutes. Je n'aurai pas cette prétention. Je vais donc suggérer des pistes aussi nettes que possibles.

Selon moi, trois propositions peuvent être formulées pour faire face à l'absence de souffle républicain :

- 1- Un déficit d'explication plus que d'imagination
- 2- Aucune perspective n'est spontanément mobilisatrice, en particulier à l'échelle de l'expérience des classes populaires.
- 3- Retrouver le plaisir de la politique. C'est le ressort majeur des mobilisations possibles.

1- Un déficit d'explication plus que d'imagination

Je citerai pour commencer un constat, d'une grande tristesse, que j'ai recueilli dans une des nombreuses contributions que je lis sur l'enjeu dont nous parlons aujourd'hui : le désarroi qui se manifeste au sein des classes populaires ne semble pas ressortir seulement des difficultés subies au quotidien, il s'enracine dans la perception d'un désordre général, non maîtrisé, dans le pays et dans le monde.

Je crois qu'en s'enfonçant dans de l'« économicisme » ambiant, nous n'irons nul part. Non qu'il s'agisse de mésestimer l'importance des facteurs matériels mais c'est le lieu de rappeler une citation fameuse : « l'homme ne vit pas seulement de pain, il vit aussi de la représentation du monde qu'il est capable de se faire et qui lui permet de s'orienter ». Vivre avec le ventre plein, avec un salaire décent, de bonnes conditions d'éducation pour ses enfants, c'est certainement un horizon satisfaisant mais si c'est au prix d'un environnement inintelligible et sur lequel on n'a pas de prise, ça serait vécu dans un sentiment de précarité existentiel qui provoquerait les mêmes effets de désarroi que ceux que nous pouvons observer.

Il faut le dire d'autant plus dans ce pays qui a un problème historique, chronique, ancien, des élites vis à vis du peuple. La bienveillance des élites produit chez les classes populaires un discours inconsciemment méprisant qui revient à enfermer les milieux populaires à leurs seuls soucis économiques.

Je ne nie pas la faisabilité des réformes à mener. Mais quand bien même nous y parviendrions, je crois que nous n'aurions pas parcouru le chemin indispensable.

En ce sens, la gauche, contrairement à une image qui s'est réaccréditée durant cette dernière décennie, n'est pas que la promesse de la justice sociale. Elle est d'abord la promesse d'une société maîtrisée par la raison explicable, et de ce fait, disponible à une certaine action volontaire de la part des hommes qui est en direction de la justice.

Faire justice dans un monde qu'on ne maîtrise pas c'est faire œuvre de démagogie sans espoir, une démagogie qui n'est même plus crue. Nous vivons aujourd'hui une crise de la démagogie tout à fait inédite.

Le socialisme démocratique paye aujourd'hui très cher l'absence d'une explication indépendante de la dynamique de nos sociétés. Et ce n'est pas le raccrochage à la République, à ses valeurs, qui sont des principes de droit, qui peut tenir lieu d'explication de la dynamique de nos sociétés.

Le déficit vient du manque d'explication de ce qu'ont été les dernières promesses du socialisme démocratique qui ont fonctionné en Europe dans les années 80. Rappelez-vous le discours sur la mondialisation et ses bienfaits que l'on nous promettait au nom de l'avantage compétitif. Ce n'est pas vraiment ce que l'on constate aujourd'hui. De la même façon, parlons de la promesse multiculturelle, l'idée d'un monde métissé qui ferait vivre les différences dans un échange mutuel qui dynamiserait toutes les culturelles. Or nous voyons bien que les séparatismes identitaires, les factures culturelles ne correspondent pas à ce que nous avons espéré.

Il faut aussi souligner la difficulté à faire face à une demande sociale qui aimerait la solution sans les problèmes, la médecine sans diagnostic. Ainsi la démarche publique évolue à tâtons, sans aucune perspective et sans aucun pouvoir d'éveiller une imagination. Le futur est le mur que nous imaginons trop haut pour le franchir parce que nous ne savons pas en mesurer la hauteur.

2- Aucune des perspectives évoquées précédemment n'est véritablement mobilisatrice pour les classes populaires.

Je citerai par exemple la perspective écologique, enjeu de plus en plus communément admis, n'est pourtant pas mobilisatrice. Pourquoi ? Car ce n'est pas une perspective de survie.

Quelle image d'une dynamique allant vers des besoins individuels sans limite pourrait les satisfaire ? En cas de rationnement, elles sont les premières impactées. La distribution des ressources est toujours inégalitaire. Elles ont donc le sentiment d'être perdantes par avance.

Les témoignages montrent qu'il y a une vraie lucidité des enjeux chez les classes populaires mais aussi un vrai foyer de craintes, un scepticisme, ou une hostilité franche, qui bloquent leur mobilisation.

Autre constat majeur : la promesse des nouvelles technologies de l'information qui sont un nouveau et puissant facteur d'inégalité pour les milieux populaires.

3- Retrouver le plaisir de la politique

Ce n'est pas dans le verbe politique que nous devons compter mais dans le «faire politique». La politique doit être perçue comme un exercice en commun de réflexion pour civiliser les désaccords et en tirer les conclusions les plus constructives possibles.

La sagesse démocratique consiste à considérer que ce n'est pas tant le résultat des politiques qui compte mais la démarche. Quand cette dernière se produit, on obtient une vraie mobilisation en profondeur des personnes, et pas seulement un enthousiasme passager. C'est le moyen d'inclure les citoyens dans le processus de la décision. Pour ces derniers, la réappropriation du débat politique serait un moyen de maîtriser son destin.

Partons de l'image que se font nos citoyens de la politique, quand on sait que les professions les plus détestées des Français sont les hommes politiques et les journalistes. Pourquoi cette dégradation de la plus noble des activités ? Celle qui mobilise le meilleur de l'humanité : la maîtrise de soi même, l'exercice de sa raison et le souci d'aller vers un bien commun meilleur qu'aujourd'hui.

Je suis persuadé que nous avons des capacités d'action pour nous saisir de ce problème majeur, à condition que nous fassions une anatomie rigoureuse de ce qui s'est égaré dans le processus démocratique. Il nous faut retrouver, en partant du niveau le plus modeste, un chemin qui ferait de la politique un lieu où chacun aurait plaisir à se retrouver pour s'informer, discuter, mieux comprendre, dans le but de retrouver une meilleure maîtrise de la société et de leur propre sort.

Le possible du politique : c'est ici qu'il se situe.

Patrick Viveret

La manière dont le politique définit son rapport au pouvoir est essentielle.

Michel Dinet était un exemple magnifique de la noblesse politique. Pourquoi ? Parce qu'il incarnait le "pouvoir créateur" dans les territoires et avec les milieux populaires. Il générait des potentialités créatives partout où il exerçait des responsabilités.

Or bien souvent, la logique de conquête a pour synonyme « domination » et « peur » et pour conséquence la solitude du « conquérant » (de ses amis, de ses amours, du sens de sa vie).

Le rapport avec la société civile est tout aussi primordial. **Nous avons besoin de construire une « société civique »** : c'est la partie de la société civile qui accepte pleinement le terrain politique, en travaillant autant sur les causes que les effets et en faisant alliance avec les politiques. Mais la société civique est aussi composée d'une partie des hommes politiques qui accepte de changer son rapport au pouvoir et de refuser la dictature de la communication.

Nous avons ici les ingrédients de ce qui constitue une alliance dynamique que l'on peut retrouver à toutes les échelles du territoire. En ce sens, la « mondialité » n'est pas contradictoire avec l'enracinement territorial ni avec l'enjeu populaire, à condition de ne pas opposer le « peuple de la terre » et « les peuples ».

Et cela soulève une question tout à fait essentielle : la façon dont l'humanité se constitue en sujet positif de sa propre histoire. Avec Auchwitz et Hiroshima, elle s'est construite en sujet négatif à partir du moment où elle était obligée de constater sa capacité d'autodestruction. Mais la réaction de « vie » avec la Déclaration universelle des droits de l'homme qui peut venir autant de la société civile et des hommes politiques : c'est dire que l'humanité est aussi capable de franchir un saut qualitatif dans la voie de sa propre humanisation. Le projet d'un Stéphane Hessel, et d'autres ensuite, c'est de relever les défis de demain en grandissant en humanité, et de co-construire ce « peuple de la terre », par une capacité globale du « frater ».

Le propre de la société civique, contrairement à l'oligarchie mondiale, c'est qu'elle est restée branchée aux territoires (y compris à l'échelle mondiale) et mobilisée en premier lieu sur la question de la justice sociale. Le sentiment légitime d'abandon ressenti par les milieux populaires est lié au constat du creusement des inégalités. **C'est pourquoi il faut faire de l'abolition des privilèges un enjeu démocratique et de justice sociale.** C'est le message que je suis allé porter avec Jean-Baptiste de Foucauld et d'autres, auprès de François Hollande.

Nous devons monter en qualité d'humanités, monter en qualité relationnelle et travailler sur ce qu'on a appelé, avec Abdennour Bidar, le « double dérèglement climatique » : celui du réchauffement climatique et celui de la glaciation des relations humaines.

Je citerai Martin Luther King : il nous fait apprendre à mieux nous aimer comme des frères et sœurs ou nous préparer à mourir comme des imbéciles. Notre frater, fraternité, peut se perdre, d'où l'enjeu de la réhabiliter.

Ainsi la question écologique, dont doit se saisir la société civile internationale, doit se faire dans un objectif de justice sociale.

Comme Marcel Gauchet, je crois que nous avons besoin du politique comme espace de délibération de discernement sur les différentes voies envisageables pour l'avenir. Mais seule une société de haute qualité démocratique être capable d'opérer ces discernements. Car une démocratie binaire, qui reste dans l'obsession compétitive, ne peut redonner sa noblesse à la politique. La mutation qualitative de la démocratie, à toutes les échelles de territoires, fait partie de nos perspectives.

Marcel Gauchet

Face aux inégalités actuelles, nous ne pouvons aller que vers plus d'égalité. Aujourd'hui l'État social est insoluble hors d'une certaine convergence égalitaire dans nos sociétés.

Dans cette dynamique, nous devons aller vers plus d'égalité mais nous ne savons pas toujours comment y parvenir.

Il s'est produit sous nos yeux un phénomène assez basique et trivial : la division du monde de l'entreprise en deux catégories : d'un côté les entreprises ancrées dans le territoire qui vivent les crises directement et de l'autre les entreprises qui font de l'optimisation fiscale.

De manière générale, la mondialisation telle qu'elle est organisée, consiste à diviser le monde en deux catégories d'acteurs : ceux qui se font capter, par manque de moyen, par les territoires et ceux qui ont les moyens de mener un double jeu (capable de cumuler les avantages de la territorialisation/ déterritorialisation). C'est la fracture majeure qui traverse notre société aujourd'hui. Cette fracture se décline dans le monde politique et porte le nom de « fracture du diplôme ». Cela signifie que l'initiative et la mobilisation ne peut venir que de certains pays.

Nous avons alors devant nous un projet d'avenir : organiser la mondialisation.

Est-ce que je crois à la société civile ? Oui. Et d'ailleurs elle existe. Simplement, nous devons éviter un repoussoir bien connu qui est « l'avant-garde consciente ».

Son développement passe aussi par une étape décisive qui est la remobilisation des médias dans une dynamique plus constructive. Car c'est par eux que l'on sait comment le pouvoir s'exerce. Et ils doivent aussi jouer le rôle de contrôle de la société civile.

Jérôme Vignon

L'intelligibilité évoquée est-elle due au manque de pédagogie, à l'endogamie des élites ou bien n'est-elle pas liée à un monde tellement changeant et qui évolue dans des directions que nous n'avons pas imaginées ?

Patrick Viveret

Il faut travailler sur, ce qu'on appelait avec Michel Rocard, « les outils d'intelligence politique » pour vivre le triple changement d'air : changement d'air, changement d'aires, changement d'ère.

Plus nous vivons des métamorphoses, plus nous avons besoin de construire des éléments d'intelligibilité pour lutter contre des formes de dominance qui se fondent sur l'opacité.

« Le poison recherché par l'assassin est aussi utile économiquement que le médicament recherché par le médecin ».

Si le politique se contente d'être un simple paysagiste d'une économie qui est elle-même coupée du discernement. Nous devons ré-encadrer l'économie dans l'éthique (Hannah Arendt). Puis ré-encadrer le politique dans l'éthique.

Marcel Gauchet

Il y a un choc de la nouveauté. Il y a un retard à l'allumage dans la prise sur cette nouveauté. Ce qui me frappe le plus c'est que cette nouveauté, communément reconnue, ne produit pas l'attitude attendue : humilité, ouverture, tolérance (rejet des préjugés et des a priori).

Séance de questions

- *En référence aux travaux d'Olivier D'Argenlieu, croyez-vous à la possibilité de constituer les parlements citoyens mondiaux dans chaque ville du monde ?*
- *Comment favoriser la co-construction avec les hommes politiques ?*

Réponse de Patrick Viveret

Les dialogues en humanité font ce travail sur la rénovation de la forme et du fond. « Osons la citoyenneté terrienne ». Construire un droit mondial pour contrer l'oligarchie financière.

- *Pourquoi on invoque toujours plus la République que la démocratie ? Est-ce parce que la démocratie fait peur ? Et que veut dire encore aujourd'hui la République, comme héritage commun, pour les milieux populaires ?*

Réponse Marcel Gauchet

République, libéralisme, démocratie... Les mots sont décisifs dans le processus politique. La maîtrise des mots est un grand objectif d'une politique démocratique. C'est en raison de leur Histoire que les Français invoquent la République. A la veille de la première guerre mondiale, il y a 3 républiques dans le monde : la républicaine française, la république des États-Unis et la république helvétique.

Effectivement, on est malheureusement bien souvent dans une incantation vide. Mais je ne suis pas d'accord, les classes populaires savent très bien ce que veut dire la République, grâce à l'école notamment) mais ils s'en sentent exclus. Ils ont l'intelligence de ces notions au plus haut point.

Le mot libéralisme a progressivement remplacé le mot diabolique de capitalisme. Mais il faut aussi que la gauche fasse un travail de définition de ce mot : Quel usage faisons-nous de la liberté ? Et quel contenu précis faisons-nous de nos libertés ?

- *Quel imaginaire pour donner le sentiment que le courage politique existe*
- *A quoi peut ressembler l'abolition des privilèges ?*
- *Pensez-vous que la laïcité façonne encore notre idéal républicain ?*

Réponse de Patrick Viveret

La réponse c'est le courage de la fraternité. Et il y a encore du chemin. C'est une fraternité qui ose dire que les privilèges sont un problème.

Sur la laïcité, la question du sens qu'il faut lui donner ne doit pas être traitée dans la sphère privée mais bien dans le champ public. Il y a une pluralité des sens.

- *Sur la parité, je constate un déséquilibre entre les enseignements au collège (plus féminin) et au lycée (plus masculin). NE faut-il pas miser davantage sur la parité et l'éducation ?*

Réponse de Marcel Gauchet

La parité bien comprise marche dans les deux sens. La démocratie est une expérience qui n'avance qu'en réfléchissant sur elle-même. La politique c'est aussi l'apprentissage d'une coexistence civile sur laquelle peut s'ériger une véritable démocratie qui construit des accords sous la forme de compromis. Faire des compromis c'est ce qu'il y a de plus difficile et ce qui demande le plus de courage.